

Les prochaines élections en Équateur : divisions et incertitudes

Alice Médigue *

Le 15 octobre prochain, les citoyens équatoriens éliront leur nouveau président, ainsi que les cent députés du Congrès national. D'après les sondages, les deux principaux candidats en lice sont Rafael Correa du parti Gauche l'Alliance Pays (Alianza País, AP) qui récolte 33% des intentions de vote et León Roldós, avec 22% des intentions de vote, candidat de l'alliance Gauche Démocratique (alianza Izquierda Democrática, ID) qui a formé une coalition électorale avec d'anciens membres du parti Réseau éthique et démocratique (Red Etica y Democracia, RED)¹. Les résultats de ces élections sont d'autant plus imprévisibles que les institutions de la République équatorienne sont victimes d'un sérieux discrédit depuis la fin des années 1990, comme en font foi les nombreux mouvements de protestation populaire qui émaillent l'actualité politique du pays depuis lors. La présente chronique se propose d'effectuer un retour en arrière sur la conjoncture des dix dernières années afin de mettre en lumière quelques unes des causes susceptibles d'expliquer la volatilité de l'opinion publique.

Le président Abdalá Bucaram, élu en 1996 à la tête du Parti Roldosiste Equatorien (PRE), a laissé de très mauvais souvenirs dans l'opinion publique. Surnommé *El loco* (« le fou »), il fut accusé de corruption - liée notamment à la politique néolibérale impulsée par son gouvernement - et choqua l'opinion publique par

un comportement indécent pour un chef d'État². Pressé par les mouvements de protestation populaire, le Parlement destitua le président pour « démence » en 1997, qui doit par la suite s'enfuir en exil au Panama.

Espoirs et déboires du mouvement indigène

Jamil Mahuad, nouveau président élu en 1998, doit faire face à la grave crise économique de 1999 suite aux effets conjugués de la baisse importante du cours du pétrole, de la crise des marchés asiatiques, d'une maladie affectant la crevette - dont l'Équateur est un important exportateur - et des dégâts causés par le phénomène climatique *El Niño*. Afin de répondre aux faillites bancaires en chaîne, limiter l'inflation et atténuer l'impact de chocs externes sur la devise, Jamil Mahuad lance, le 1^{er} janvier 2000, la substitution de la monnaie nationale (le sucre) par le dollar. Sur le plan de la politique extérieure, l'Équateur se fait l'allié du Plan Colombie des États-Unis dans la lutte contre le narcotrafic, Jamil Mahuad autorisant en 1999 l'installation pour dix ans d'une base militaire nord-américaine à Manta, proche de la frontière colombienne. Il est victime d'un coup d'État le 21 janvier 2000, fomenté par les leaders du

* Étudiante à l'Institut des Hautes Études sur l'Amérique latine à Paris (IHEAL).

¹ *Financial Times*, 3 octobre 2006, p.4

² Bucaram fut décrié particulièrement pour les grandes fêtes qu'il organisait dans la Maison présidentielle, et pour son ingérence dans la composition de l'équipe de football nationale alors qu'il voulait passer un contrat avec Diego Maradona pour l'y incorporer.

mouvement indigéniste et une partie de l'armée dirigée par le colonel Lucio Gutiérrez.

Cet événement vient souligner à quel point les communautés indigènes sont de plus en plus organisées politiquement. La CONAIE (*Confédération des Nationalités Indigènes d'Équateur*) rassemble les 14 nationalités indigènes existantes en Équateur et s'est pourvue d'une représentation politique avec le *Pachakutik*, créé en 1995. La confrontation avec les entreprises multinationales étrangères, encouragées à venir exploiter les ressources naturelles du pays par la politique libérale du gouvernement de Jamil Mahuad, a provoqué la réaction du mouvement indigène et ce coup d'État de janvier 2000.

C'est alors Gustavo Noboa, vice-président de Jamil Mahuad, qui devient président. Il maintient la dollarisation. En 2003, il fait organiser des élections présidentielles libres mais, accusé de malversations lors de la renégociation de la dette extérieure, il doit s'exiler en République Dominicaine pour échapper au procès engagé contre lui. C'est l'ex-putchiste Lucio Gutiérrez, à la tête du Parti Société Patriotique (PSP), qui est élu, avec le soutien majoritaire de la gauche et du *Pachakutik*, séduit par ses promesses de reconnaissance des Droits des indigènes. Luis Macas, président de la CONAIE, est d'ailleurs nommé ministre de l'Agriculture. Très vite, Lucio Gutiérrez trahit ses engagements vis-à-vis de la gauche en menant une politique de rigueur budgétaire selon les conseils du Fonds monétaire international (FMI). Dès janvier 2003, il annonce un programme d'ajustement prévoyant l'augmentation immédiate des prix des combustibles, le gel des salaires du secteur public, un contrôle fiscal accru et la diminution des dépenses d'État. Ces mesures qui ne vont nullement dans le sens d'un investissement accru de l'État dans le domaine social, comme Gutiérrez l'avait promis à ses électeurs de gauche. En février 2003, le FMI octroie 200 millions de dollars au gouvernement équatorien qui s'engage à poursuivre une politique de réajustement, de libéralisation des prix et de paiement progressif de la dette extérieure - qui atteint alors 16,4 milliards de dollars, soit plus de 40% de PIB³. Lucio Gutiérrez, qui se prétend désormais « *le meilleur allié* » de George Bush,

³Analyse en ligne sur le site du CIDOB (*Centro de investigación, docencia, documentación y divulgación de Relaciones Internacionales y Desarrollo*) : <http://www.cidob.org/bios/castellano/lideres/g-001.htm>

amorce, en mai 2003, les négociations en vue de signer un Traité de libre-échange (*Tratado de Libre Comercio* - TLC) avec les États-Unis⁴, et il associe le pays au Plan Patriote lancé en juin 2004 dans le cadre du Plan Colombie. Le Plan Patriote prévoyait de placer 17000 soldats équatoriens à la frontière avec la Colombie⁵.

La révolte des *forajidos* d'avril 2005 : une protestation citoyenne

La politique économique du gouvernement Gutiérrez conduit à une croissance exceptionnelle du PIB, qui atteint en 2004 + 6,9 %⁶. Cette croissance est imputable à trois principaux facteurs : l'augmentation continue, depuis 2001, du prix du pétrole, le baril de brut atteignant un prix moyen de 32 dollars en 2004 (au lieu de 9 dollars en 1998) ; l'utilisation à partir de septembre 2003 d'un grand oléoduc de brut lourd qui a permis d'augmenter la production des compagnies privées exploitant le pétrole équatorien ; l'importance des envois d'argent (*remesas*) des Équatoriens ayant émigré à l'étrangers - notamment des 500 000 qui ont émigré suite à la crise de 1999. Les *remesas* représentent alors la seconde source de revenus de devises du pays. De plus, cette croissance s'inscrit dans une embellie économique notable depuis 2001, qui se caractérise par l'augmentation constante du PIB, par la baisse progressive de la dette extérieure réduite à 32% du PIB en 2005, alors qu'elle atteignait 54% en 2001, et par la réduction de l'inflation, qui passe de 22,4% en 2001 à seulement 4,36% en 2005⁷. À quoi il faut ajouter à une reprise de l'investissement encouragée par la stabilité monétaire consécutive à la dollarisation. Mais cette croissance reste très liée au contexte actuel de hausse du prix du pétrole qui ne reflète en aucun cas un développement des activités économiques du pays, la dollarisation ayant d'ailleurs réduit la compétitivité du secteur non-pétrolier, ce qui se reflète dans la relative

⁴Francisco Hidalgo Flor, « Équateur : potentialités et limites de la « rébellion des hors-la-loi » », *Espacio Alternativo* (www.espacioalternativo.org), 30 mai 2005. En ligne : <http://risal.collectifs.net>. Source : *Espacio Alternativo*, avril 2005. [www.espacioalternativo.org]

⁵ Sergio Ferrari, « Équateur : avec la chute de Gutiérrez, Washington perd un allié », 22 avril 2005. En ligne : <http://risal.collectifs.net>. Source : *Le Courrier*, 22 avril 2005. [www.lecourrier.ch]

⁶ Mission économique de l'Ambassade de France en Équateur. Fiche synthèse. 6 mars 2006, www.missioneco.org/Equateur

⁷ Mission Economique de l'Ambassade de France en Équateur, *op cit*.

stagnation des exportations de produits non-pétroliers⁸. Outre cette dépendance à la seule ressource pétrolière, la dollarisation a entraîné une augmentation du coût de la vie qui aggrave la paupérisation de la population équatorienne.

C'est dans ce contexte, alors qu'au début du mois d'avril 2005 le gouvernement renoue avec ses manœuvres anti-constitutionnelles, que le mécontentement populaire éclate. Lucio Gutiérrez avait fait pression pour que la Cour Suprême annule les charges pesant sur les deux ex-présidents Abdalá Bucaram et Gustavo Noboa, qui reviennent alors tous deux en Équateur. Du 14 au 21 avril 2005, à Quito, un mouvement citoyen sans appartenance politique définitive, en majorité issu des classes moyennes, organise de grands « *cacerolazos* »⁹. Membres de clubs sportifs, de cercles maçonniques, de congrégations religieuses, d'associations étudiantes, d'unions professionnelles et de comités de quartier défilent dans les rues aux cris de « *que se vayan todos* » (« qu'ils s'en aillent tous »), manifestant le ras-le-bol provoqué par la corruption rampante des gouvernements successifs depuis la fin des années 1990¹⁰.

La Constitution équatorienne n'assure pas l'indépendance des organes de justice et de contrôle constitutionnel à l'égard du Parlement, et donc des partis politiques qui y sont prépondérants. Les membres de la Cour Suprême sont nommés par le Parlement en fonction du poids des différents partis politiques ; elle n'est donc pas composée de hauts magistrats indépendants. Le Tribunal suprême électoral, responsable d'assurer le respect des règles constitutionnelles lors des élections nationales, est aussi composé de membres choisis par les principaux partis politiques siégeant au Parlement.

La révolution d'avril 2005, surnommée « révolution des *forajidos* » (hors-la-loi), met au jour un profond mécontentement, généralisé à un large spectre de citoyens, face à la corruption et face à des institutions discréditées qui sont manipulées par les hommes au pouvoir. Elle conduit à la destitution de Gutiérrez par le

Parlement, qui est alors remplacé par son vice-président, Alfredo Palacio.

Les protestations du printemps 2006 : la lutte indigène de nouveau visible

Le nouveau président assouplit la politique budgétaire et fait passer les *royalties* imposés aux compagnies étrangères de 30% à 50% de leurs bénéfices¹¹. Au lieu de servir intégralement au remboursement de la dette, une partie est affectée aux dépenses sociales, notamment pour les populations indiennes, souvent défavorisées. La Banque mondiale réagit en bloquant un prêt de 100 millions de dollars qu'elle avait promis à l'Équateur. Alfredo Palacio finit par céder et renouer avec la politique de Gutiérrez, encline au rapprochement avec les États-Unis. Les négociations du TLC reprennent et la collaboration au Plan Colombie n'est pas remise en cause.

En août 2005, Rafael Correa, ministre de l'Économie et partisan des mesures de souveraineté nationale contre l'ingérence états-unienne, est remplacé par Magdalena Barreiro qui mène une politique de rapprochement avec les bailleurs multilatéraux. Au printemps 2006, ceux qui souffrent le plus de cette politique qui laisse en suspens les dépenses sociales et laisse libre cour aux activités des entreprises multinationales, à savoir les communautés indigènes, se mobilisent dans plus de 15 provinces du pays en bloquant les routes, paralysant ainsi une grande partie de l'économie liée à l'exploitation des matières premières (bois, pétrole, minerais...) des régions andine, nord et centre du pays. Ils réclament principalement l'abandon de tout projet de TLC et la résiliation définitive du contrat, arrivé à caducité, passé entre l'État équatorien et l'entreprise pétrolière nord-américaine *Occidental Petroleum* (Oxy) qui produit le cinquième du pétrole équatorien. Face à ces protestations, le gouvernement d'Alfredo Palacio accepte, le 16 mai 2006, de résilier le contrat avec Oxy, dont les champs d'exploitation ont été transférés dans les mains de l'entreprise publique Petroecuador. En guise de « sanction », les États-Unis excluent l'Équateur du TLC, accord pourtant déjà négocié avec la Colombie et le Pérou, les deux piliers du « front andin » allié à Washington¹². Puisque la croissance

⁸ Laurent Tyers et François Durand, *Parcours de développement de l'Équateur*, cours de DESS, 2004-2005. <http://www.eleves.ens.fr/home/fdurand/dess/equateur/equateur.html>

⁹ Marches où les manifestants protestent en tapant sur des casseroles.

¹⁰ Francisco Hidalgo Flor, *op cit*.

¹¹ Mission Economique de l'Ambassade de France en Équateur, *op cit*.

¹² Pablo Stefanoni, « L'Équateur, un pays de nationalistes "dollarisés" »

économique dont bénéficie le pays depuis 2001 repose sur la production pétrolière, la nationalisation d'une partie de cette production pourrait un temps ralentir la croissance. Par ailleurs, le « froid » actuel avec les États-Unis, premier client de l'Équateur avec 50,4% des exportations en 2005 qui lui sont destinées, pourrait avoir des conséquences négatives sur la balance commerciale de l'Équateur. D'autant plus que le Pérou et la Colombie, les deuxième et troisième plus importants clients de l'Équateur en 2005, sont désormais partenaires du TLC avec les États-Unis¹³. Une diversification des activités économiques et une nouvelle stratégie dans le choix de ses partenaires commerciaux devraient s'opérer si l'Équateur espère conserver la croissance économique.

Divisions et incertitudes

C'est dans ce contexte que se trouve le pays à l'approche de ses élections présidentielle et législative.

Plus que le clivage gauche/droite, c'est la position face au libéralisme économique des différents candidats qui semble primer. Alvaro Noboa fait partie des politiciens qui y sont favorables, affirmant dans son programme électoral : « Nous croyons en la libre entreprise et dans le libre marché comme base solide de la production économique¹⁴ ». Rafael Correa est, quant à lui, clairement défavorable au libéralisme économique. Il propose de passer de l'économie actuelle de spéculation financière, qui profite surtout aux grands actionnaires et chefs des grandes entreprises, à une économie basée sur l'investissement dans les projets de production des petites et moyennes entreprises et les processus de microfinance. Il parle aussi de redistribution équitable des terres, à travers des compromis alliant gestion privée et gestion communale. Il propose un plébiscite populaire sur le TLC avec les États-Unis, mais se montre personnellement plutôt contre, au profit d'une intégration économique régionale, via des accords économiques avec les pays latino-américains voisins, comme il le dit dans son programme présidentiel : « *Nous ne cherchons pas la confrontation avec les États-Unis mais*

nous défendons fermement l'intérêt national avec une stratégie préférentiellement alignée avec le reste de l'Amérique du Sud afin d'accéder à un pouvoir de négociation plus grand et dans l'équité¹⁵ ».

Cette opposition ferme au libéralisme économique est ce qui distingue Rafael Correa de son concurrent León Roldós. Ce dernier tient un discours légaliste et modéré ; s'il souhaite encourager la microfinance et l'aide aux petits producteurs, il est très loin de parler de redistribution des terres¹⁶. Cependant, les deux candidats s'accordent sur le principe de souveraineté nationale, que se soit dans le champ économique par la préférence donnée à une intégration régionale (L.Roldós propose aussi un référendum sur le TLC), ou dans le champ de la défense, par l'hostilité au Plan Colombie et à la présence nord-américaine sur la base militaire de Manta. R. Correa se montre toutefois plus radical, en exigeant sa fermeture immédiate, alors que L. Roldós préconise d'attendre la date d'échéance en 2009 de l'accord permettant cette présence, pour le résilier.

Ainsi, les deux principaux candidats dits « de droite » et « de gauche » semblent se rejoindre sur l'attention à apporter à ce qui a été exprimé à travers les protestations populaires d'avril 2005 et de mai 2006, en affirmant tous deux la volonté de lutter contre la corruption, d'assurer une plus grande démocratie participative et la souveraineté nationale face aux puissances étrangères. Rafael Correa va un peu plus loin sur son exigence de transparence des institutions, en appelant au boycott des élections des 100 députés provinciaux qui seront élus pour 4 ans le 15 octobre prochain. Alors que 96 % des Équatoriens refusent la réélection des députés actuels au Parlement, par manque de confiance, les partis politiques qui constituent les listes s'obstinent à y maintenir leurs noms¹⁷ ! Rafael Correa propose, s'il est élu, la convocation d'une Assemblée Constituante qui révisera le fonctionnement des institutions de la République, pour une plus grande séparation des pouvoirs.

Afin d'optimiser leur chance de faire triompher la gauche aux élections, le parti *Alianza País* et le *Pachakutik* de Luis Macas auraient tout intérêt

4 août 2006. En ligne : <http://risal.collectifs.net>. Source : Pagina/12, Buenos Aires, 16 juin 2006. [www.pagina12.com.ar/].

¹³ Mission Économique de l'Ambassade de France en Équateur, *op cit*.

¹⁴ Site officiel d'Alvaro Noboa : www.alvaronoboa.com.

¹⁵ Site officiel de Rafael Correa : www.rafaelcorrea.com

¹⁶ Site officiel de León Roldós : www.leonroldos.com

¹⁷ Journal équatorien *Hoy* : www.hoy.com

à faire alliance, mais aucun des deux partis ne veut pour l'instant sacrifier son candidat¹⁸

En définitive, le débat électoral actuel a bien intégré les problématiques mises à jour par les mouvements de protestation populaire de ces dernières années, et montre un certain consensus sur la nécessité d'un virage vers une politique plus sociale et démocratique - c'est-à-dire qui favorise la participation des citoyens aux choix qui déterminent l'évolution du pays. Les résultats des élections du 15 octobre prochain semblent alors dépendre de ces trois données majeures : 1) la capacité des différents partis politiques à se rassembler en créant des alliances, 2) ainsi que leur capacité à répondre à l'exigence d'un changement institutionnel manifesté par les Équatoriens - des institutions toujours plus discréditées - 3) et, finalement, ces résultats dépendront du choix des Équatoriens quant à la politique de compromis avec le modèle économique libéral. Néanmoins, il reste à espérer que le processus électoral se fasse sans fraude et permette de refléter sincèrement les différents courants d'opinion présents dans la population.

¹⁸ Luis Angel Saavedra, « Se dio la partida hacia la presidencia », 14 juin 2006.
En ligne : www.noticiasaliadas.org

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).